
Henri CAZENAVE

DÉPARTEMENT DE LA SOMME

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 23 NOVEMBRE 1958

1re CIRCONSCRIPTION

ENTENTE RÉPUBLICAINE

Électrices et Électeurs,

Le 28 Septembre, en votant massivement OUI au référendum, le peuple français a manifesté sa volonté de redressement et son espoir d'un profond renouveau des institutions nécessaires au rétablissement de la puissance et de la grandeur du Pays, ainsi qu'à la pérennité de la République.

Les mesures prises depuis JUIN ont heureusement permis de stopper la descente à l'abîme où nous conduisait inéluctablement le régime d'incompétence et d'impuissance qui a été celui de la IVe République.

LE PLUS ARDU RESTE A ACCOMPLIR : il ne pourra l'être que si le Parlement agit dans un esprit nouveau, rompt définitivement avec les méthodes et les erreurs d'hier et remplit exactement, sans le déborder, son rôle législatif.

Fort de la fidélité que nous avons manifesté dans la Résistance, pendant l'occupation, à la Libération et dès 1947 au sein du R. P. F., à l'idéal magnifiquement défini par la devise républicaine : Liberté — Égalité — Fraternité, pour lequel nous avons toujours combattu, idéal défendu par les Indépendants et proclamé sans cesse par le Chef prestigieux du Gouvernement actuel, nous nous présentons à vos suffrages.

Le programme que nous exposons fait état des données constantes qui s'imposent à la France.

Nous voulons que :

— Toutes les libertés soient respectées : liberté des opinions et des croyances, liberté de la presse, liberté syndicale, etc...

— soit poursuivie, dans la confiance et l'amitié réciproques avec les territoires d'Outre-Mer, l'organisation de la Communauté prévue par la Constitution du 28 Septembre.

— notre politique étrangère soit clairement définie, en tenant compte des intérêts français, sans sujétion à l'égard de puissances étrangères, afin de construire avec continuité et prudence une Europe suffisamment forte pour être l'élément principal de la paix mondiale.

— tout soit mis en œuvre, POUR HATER LA PACIFICATION DE L'ALGÉRIE, SANS ABANDON NI DÉFAITISME, pour créer un vaste ensemble Nord-Africain et Saharien qui soit le prolongement de la métropole outre-méditerranée, par la fraternisation des communautés française et musulmane, dans le respect de l'égalité des droits et des devoirs, et par la mise en valeur des richesses du sous-sol du Sahara.

— notre défense nationale soit adaptée aux nécessités actuelles et tienne compte de l'évolution des techniques, pour assurer valablement l'intégrité du territoire et la liberté d'action de notre diplomatie, tout en recherchant les moyens sérieux et honnêtes d'un désarmement général, efficacement contrôlé pour éviter de renouveler l'erreur faite par la Société des Nations et de donner une prime à l'agression.

— l'État se consacre aux tâches nationales en rendant à l'initiative privée celles pour lesquelles il n'est ni compétent ni organisé.

— la réforme administrative permette les compressions nécessaires tout en améliorant le sort des serviteurs de l'État.

— aucune entrave ne freine l'expansion de notre économie, tant agricole qu'industrielle, et ne brise les circuits commerciaux, fournissant ainsi à la jeunesse avec les débouchés nécessaires, le cadre où son ardeur trouvera à s'employer efficacement.

Nous voulons que :

— le crédit soit véritablement mis au service de la production pour jouer son rôle essentiel.

— l'effort social soit poursuivi sans cesse, pour créer les institutions et les organismes qui procureront à tous les travailleurs, en outre de la stabilité de l'emploi, l'accession au bien être et à la culture, ainsi que la participation effective à tous les rouages de la vie nationale.

— l'effort pour la construction d'immeubles d'habitation soit accentué —et aussi que la répartition des logements soit faite en considération des besoins et non de l'allégeance à tel ou tel parti politique.

— le budget soit équilibré par la suppression des dépenses inutiles, la réduction des subventions et la mise en place d'un système fiscal cohérent, intelligible, simple, animateur et non destructeur de l'économie, créant une répartition équitable des impôts.

— la stabilité monétaire soit garantie, car elle seule permet : aux travailleurs la constance d'abord, l'accroissement ensuite du pouvoir d'achat ET LA CERTITUDE D'UNE VIEILLESSE DÉCENTE ; à tous, de percevoir le juste prix du travail et de l'épargne. Aussi parce qu'elle astreint l'État à se discipliner en l'obligeant à remplir honnêtement ses engagements, sans spolier ceux qui lui ont fait confiance.

— LE POUVOIR SOIT EXERCÉ SANS CONFUSION entre l'exécutif et le législatif, chacun d'eux accomplissant strictement, mais complètement, sa tâche propre, — qu'ainsi soit établie une RÉPUBLIQUE FORTE, PURE, HUMAINE, au service de l'intérêt général — PAR DELA ET AU-DESSUS DE TOUT PARTI ET DE TOUTE FÉODALITÉ politique, sociale ou économique.

LA Ve RÉPUBLIQUE EST NÉE,

Électeurs,

Par votre choix vous devez lui donner l'assise définitive de laquelle dépendent la solidité et la durée des institutions, la continuité et le succès de l'effort entrepris depuis JUIN, enfin la puissance matérielle et le rayonnement moral et spirituel de la France.

Si vous voulez

ROMPRE AVEC LES ERREURS D'HIER ET LA DICTATURE DES PARTIS,
BATIR SOLIDEMENT L'AVENIR,

Vous voterez pour

Henri CAZENAVE

Candidat d'Entente Républicaine

Conseil Juridique et Fiscal, Docteur en Droit, Officier de la Légion d'Honneur
Croix de guerre 1939-45, (3 citations,) Médaille de la Résistance, Chevalier du Mérite Social,
(investi par le Centre National des Indépendants et Paysans)



Denis PADIEU

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Denis PADIEU

Directeur de la Fédération des Associations Cantonales de Sinistrés Agricoles,
Officier de la Légion d'Honneur, Croix de guerre 1939-45, (3 citations),
Officier du Mérite Agricole.

Yvert & Cie — Amiens - Novembre 1958